



BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: CODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention de la
référence INFO-TÜRK ou ITA

PERIODIQUE MENSUEL

Mars 1977

No: Général 14 - français 5

Prix 10 FB

Abonnement Annuel

Belgique: 100 FB

Etranger: 200 FB

ELECTIONS ANTICIPÉES ET ESCALADE DE LA TERREUR PAR LES "LOUFS GRIS"

ANKARA (ITA) - Le Parti de Justice (AP), principale formation du Gouvernement de Front Nationaliste a décidé de proposer des élections anticipées; cela après que l'assemblée représentative du parti ait conseillé à son group parlementaire de soutenir de cette motion.

Pour le AP le problème principal dans le scrutin de 1977 sera de retrouver les voix perdues en 1977 au profit du Parti de Salut National (MSP) et du Parti Démocratique (DP). Malgré certains indices récents de redressement, le DP ne constitue pas un danger immédiat. Mais le MSP menace déjà des votes potentiels du AP. Tout d'abord le MSP, gardant une ligne dure dans les questions extérieures telles que Chypre, embargo sur les armes, contestation en Mère Egée, obtient l'appui de différents cercles. D'autre part, le MSP peut exploiter certaines affaires intérieures telles que l'Affaire Lockheed et l'escroquerie sur les meubles, dans lesquelles le Premier Ministre Demirel et certains membres de sa famille sont impliqués. Et surtout, une élection en octobre suivrait le mois sacré des Musulmans, le mois de jeûne, le Ramadan, qui pourrait devenir l'occasion d'une large propagande électorale pour le MSP, le parti pro-islamique.

C'est pour ces raisons que le MSP, deuxième grand partenaire du gouvernement, qui perdrait sa chance en juin va lancer une motion de censure contre le Premier Ministre Demirel au cas le AP soumettrait au parlement le projet d'élections anticipées.

Quoique M. Ecevit, Président du Parti Republicain du Peuple (CHP), ait déclaré que son parti appuierait le projet d'élections anticipées, il affirma aussi que le AP recherchait les élections anticipées avec le soutien du CHP pour sauver sa propre peau, et que si le CHP soutenait la motion du AP ce serait pour sauver le peuple du règne du AP.

Assassinats politiques: 21 de plus en un mois

Pendant que le AP met tous ces efforts à obtenir des élections générales en juin c'est-à-dire cinq mois plus tôt que normalement, les "Loups Gris", unités de commando du Parti d'Action Nationaliste (MHP), pro-nazi, le partenaire moins important du gouvernement de Front Nationaliste, continuent à tuer ceux qui ont des opinions progressistes, ils accroissent ainsi la tension politique just à la veille d'éventuelles élections anticipées, dans le but de créer atmosphère susceptible de remplir le gouvernement élu par pouvoir militaire, si le Front Nationaliste perd les élections.

Les assassinats commis durant les incidents provoqués par les commandos de "Loups Gris" continuent au cours de ce mois, et le nombre des victimes est passé de 116 à 137 par 21 nouveaux assassinats:

24 FEVR: L'étudiant Sefa Taşçı, 19 ans, poignardé à mort à Adana.

25 FEVR: L'étudiant Hakkı Alaydın est tué à Ankara suite à l'attaque armée d'un groupe de commandos lors d'une soirée d'une école supérieure de commerce.

28 FEVR: Les Loups Gris poignardent à mort un étudiant progressiste, Fahrettin Selvi à Balıkesir.

1er MARS: Lors du raid d'un groupe armé contre le centre d'étudiants Adana à Istanbul. Le travailleur Mustafa Erol, 28 ans est tué dans une explosion d'une maison.

2 MARS: A Buca, dans la province d'Izmir, Harun Cevici est abattu pour avoir distribué une revue progressiste.

5 MARS: A Buldan, de la province de Denizli, Mehmet Yelesen, 18 ans est abattu par les Loups Gris.

A Trabzon, l'enseignant Vural Ural est battu à mort.

A Kayseri, l'employé Haydar Yıldırım, militant du CHP, est abattu en rentrant chez lui.

6 MARS: Ahmet Ulutuk, étudiant à l'Institut Gaziantep meurt dans l'explosion d'une maison.

11 MARS: Salih Deniz, étudiant de l'Université technique d'Istanbul est abattu à Istanbul par les Loups Gris.

Irfan Ögünç, étudiant à l'Institut Atatürk est abattu lors d'un incident provoqué par les Loups Gris.

Le chauffeur de taxi Veli Akgül est abattu à Edirne lors d'un affrontement armé entre groupes étudiants adverses.

13 MARS: Le policier Abdurrahman Kuru est tué par des personnes non-identifiées qui ouvrent le feu d'une voiture parkée dans le quartier Yesilköy à Istanbul.

16 MARS: Enver Kurt, étudiant et militant du Parti Républicain du Peuple (CHP) est abattu par les Loups Gris à un arrêt d'autobus.

17 MARS: Haydar Öztürk et Semiha Özakar, étudiants sont abattus lors d'un affrontement armé provoqué par les Loups Gris à Uşak.

19 MARS: Dans le district Gaziantep d'Istanbul, l'ouvrier Yılmaz Kaymakçı fut tué par balles par un individu non-identifié.

21 MARS: Hasan Parlak, 17 ans, et Ali Alakuş, 42 ans, furent tués par balles à Gaziantep au cours d'un incident provoqué par des membres du AP.

22 MARS: Les Loups Gris firent un raid dans un local d'étudiant à Çorum, et tuèrent par balles Ergül Baş, 17 ans, étudiant à l'école supérieure.

"La situation est plus grave encore que dans les régimes dictatoriaux"

"Le rôle du plus petit partenaire du gouvernement, le Parti d'Action Nationale (MHP) et de son 'Association d'Idéalistes' (Ülkü Ocakları - connu sous le nom de 'Loups Gris') dans les meurtres politiques est apparu avec une évidence irréfutable. Le Parti de Justice (AP), ne pouvant recueillir des voix populaires, s'appuie sur des bandits politiques pour se maintenir au pouvoir et préserver le système d'exploitation." Ainsi s'est exprimé M. Bülent Ecevit, Président du Parti républicain du Peuple au cours d'un séminaire, le 24 février dernier à Ankara.

Ecevit a dit à propos des meurtres politiques dans le pays, que la situation était plus grave encore que dans les régimes dictatoriaux, "où des gens sont emprisonnés pour leurs idées politiques mais pas tués comme en Turquie."

D'autre part, quatre députés du Parti républicain du peuple (CHP) ont tenu le 28 février une conférence de presse pour dénoncer l'action du Parti d'Action Nationaliste et de ses organisations parallèles: 1051 raids notamment contre des assemblées de parti et 1657 blessés.

Le député Süleyman Genç a déclaré: "Les compagnies multi-nationales et la CIA se sont servies de paranoïaques pour pouvoir poursuivre leurs activités sous le couvert de la légalité et pour défendre leurs intérêts partout dans le monde. Türkeş (leader du parti d'Action nationaliste) s'est abattu sur notre démocratie, menaçant la paix nationale et l'avenir de notre société, tel un vampire assoiffé du sang de ses jeunes victimes".

Genç a indiqué que parmi les personnes tuées figuraient trois membres du MHP qui avaient refusé de continuer à travailler dans ce parti et qui avaient été assassinées sur ordre de Türkeş "d'abattre quiconque renie le mouvement."

Il a également indiqué que le président de l'Association des Idéalistes de tendance MHP (Loyps Gris) Ali Batman, avait ordonné de "ficher" les membres de l'organisation sur deux listes distinctes, l'une officielle l'autre officieuse "en raison de certains risques".

Citant le quotidien allemand Stuttgarter Zeitung, Genç a dit que Türkeş avait donné de fausses informations à la Cour Constitutionnelle concernant les activités du MHP en Allemagne. D'après les déclarations du ministre de l'Intérieur, reprises par le Stuttgarter Zeitung, il n'y a pas d'organisations officielles du MHP à Stuttgart, mais ces organisations continuent néanmoins à opérer de manière illégale.

L'été dernier, le MHP était appelé à témoigner devant la Cour constitutionnelle à propos des activités du parti parmi les travailleurs turcs en République fédérale d'Allemagne. Le MHP avait informé la Cour de la fermeture de ses représentations et de ses organisations à l'étranger.

Reprenant une information de Konkret, publication allemande de gauche, Genç a dit que la police fournit au MHP des armes automatiques spécialement importées d'Allemagne et destinées à équiper la police turque lors des "Chasses aux anarchistes" de 1976. Konkret rapporte que les commandos du MHP sont "très bien" appuyés par le gouvernement et la police et qu'ils touchent du MHP 300 LT pour chaque incident auquel ils participent.

Le 8 mars, le président de l'Association des Idéalistes a publié la déclaration suivante: "La jeunesse idéaliste considère qu'il est de son devoir de veiller au maintien de l'Etat turc. Si les forces de l'ordre ferment les yeux sur cette exigence, la riposte de la jeunesse idéaliste aux traîtres sera telle que même Moscou et Pékin réunis ne pourront rien pour eux. La tête de la racaille communiste, source d'anarchie doit être écrasée."

Face aux réactions croissantes contre le terreur du MHP, le Procureur Général a ouvert le 9 mars une enquête sur ce parti à propos du meurtre à Istanbul d'un membre du parti républicain du peuple. Si l'enquête établit que le MHP a violé le code des partis politiques, le procureur général demandera l'interdiction du MHP à la Cour constitutionnelle.

(DN-C-DG-DP-24/3)

ECEVIT REJETE LA COOPERATION DES PARTIS DE GAUCHE CONTRE LE FASCISME

ANKARA (ITA) - Malgré l'escalade du fascisme, le Parti républicain du peuple (CHP), principale formation d'opposition, rejette une coopération à long terme des partis de gauche contre le fascisme.

Dans sa réponse à la proposition du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) pour une longue terme coopération, M. Ecevit, Président du CHP a dit que le CHP est décidé, s'il arrive au pouvoir seul, à tout mettre en oeuvre pour réaliser la démocratie et supprimer les restrictions à la liberté de pensée, d'expression et d'organisation; et il s'est également déclaré convaincu que toutes les forces démocratiques soutiendraient le CHP dans l'accomplissement de cette "tâche historique".

./.

Le Comité Central du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), après avoir discuté la réponse d'Ecevit, déclara que l'attitude de celui-ci à l'égard de leur appel en vue d'une coopération à long terme "pour améliorer et développer la démocratie" a été en rejet par le CHP.

Alors que, le premier dialogue entre les leaders des deux partis de gauche, le 7 mars 1977, a été considéré comme l'un des pas les plus avancés faits pour renforcer le front démocratique.

La rencontre a été réalisée après Mme Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie avait adressé une lettre au leader du parti républicain du peuple, M. Ecevit demandant à le rencontrer.

Mme Boran précisait dans sa lettre que "le TIP estime indispensable d'établir des relations de confiance mutuelle et de collaboration et d'unir les forces entre les partis démocratiques qui ont le soutien des masses et le poids politique."

Au cours de la rencontre, Mme Boran a exposé les résolutions du Premier Congrès du Parti Ouvrier de Turquie et a proposé au CHP la formation d'une plate-forme commune pour combattre l'impérialisme et le fascisme. Sur la base de cette coopération un accord pourrait être réalisé quant à l'attitude commune à adopter en vue des élections générales.

Après deux heures d'entretien, Boran et Ecevit ont démenti les rumeurs selon lesquelles la rencontre aurait servi à "marchander des sièges en vue des élections générales".

Mme Boran a défini la position du TIP au sujet des élections: "Pour le TIP, la seule alternative n'est pas d'aller ou de ne pas aller aux urnes. Il y en a d'autres, qui excluent le marchandage de sièges. Sièges au Parlement ne signifie rien en soi. Si l'on y est grâce à ses propres forces, on peut y exercer une influence. Mais si l'on ne siège pas au Parlement, cela ne signifie pas que l'on n'a pas de pouvoir; en effet le pouvoir est plus qualitatif que quantitatif."

A cet égard, le TIP, principale formation socialiste de Turquie critique le CHP, principale formation sociale-démocratique du pays sur deux points:

"Le CHP n'a pas été capable de transformer son pouvoir quantitatif (190 députés sur les 450 membres du Parlement) en pouvoir qualitatif. L'opposition parlementaire du CHP n'est celle que l'on pourrait attendre d'un parti qui compte 190 députés.

"D'autre part, le CHP a battu en retraite devant les critiques de la droite, l'accusant de couvrir l'anarchie, le communisme. Sa volonté 'd'éviter la provocation' n'est en fait qu'un alibi pour justifier son inertie."

Le TIP attend du CHP qu'il définisse clairement ses positions et sa place dans la gauche de l'éventail politique, qu'il coupe ou qu'il réduise ses liens avec les milieux capitalistes, qu'il se prononce en tout cas de manière claire et qu'il s'engage dans une opposition plus active.

Mais la réponse d'Ecevit montre que le CHP est encore très loin de définir clairement sa position.

(C-M-DN-DG-DP-ET-24/3)

PREMIER GRAND CONGRES DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE

ISTANBUL (ITA) - Depuis son rétablissement le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a tenu son premier congrès à Istanbul, du 27 février au premier mars. Des centaines de délégués de toutes les provinces de Turquie y ont participé.

Précédant le Congrès, des organisations du Parti ont discuté, dans tout le pays, un programme d'actions concrètes à mener par les socialistes de Turquie dans l'intérêt de la classe ouvrière, pour unir les forces démocratiques du pays dans la lutte anti-fasciste et pour une politique étrangère indépendante et pacifique.

Le rapport du Comité Central du TIP fut adopté par le Congrès, le programme d'actions concrètes fut discuté par les délégués et adopté à l'unanimité.

Le Congrès élit un nouveau Comité central de 21 membres. Une assemblée plénière du nouveau Comité Central élit un Bureau Politique; Madame Behice Boran fut réélue comme présidente et le docteur Nihat Sargin comme Secrétaire Général.

Les Résolutions du 1er Congrès du TIP sur la lutte anti-fasciste

"1. Pour arrêter la politique d'escalade du fascisme, pour assurer la sécurité dans les élections qui s'approchent, le Front Nationaliste au gouvernement doit être renversé; un gouvernement pré-électoral doit être formé sans la participation des partis de Justice et d'Action Nationaliste.

2. Les auteurs des agressions armées et non armées, des assassinats, des raids contre des réunions, des organisations, des sièges de parti doivent être absolument identifiés. Il faut demander des comptes aux autorités responsables intentionnellement ou par négligence, des fautes et des inconséquences commises pendant l'identification, l'arrestation, et l'envoi devant les instances judiciaires des individus, ainsi qu'à ceux qui ont pratiqué la torture sur des personnes sous surveillance ou en état d'arrestation.

3. Les appuis intérieurs et extérieurs au parti d'Action Nationaliste, au Foyer des Idéaux, aux commandos (Loups Gris) ainsi que leur sources financières doivent être révélés et poursuivis par la Justice.

4. Les dossiers sur des accusations de compromissions et des abus doivent être étudiés dans toutes leurs dimensions, doivent être rendus publics et les poursuites nécessaires doivent se faire pour déférer les responsables à la justice.

5. Le gouvernement qui va remplacer le gouvernement du Front Nationaliste doit prendre des mesures efficaces pour assurer le droit de vivre, l'inviolabilité et la liberté de la personne, inviolabilité du domicile, la sécurité de libre enseignement et l'instruction, doit mettre un terme à la fascisation des cadres administratifs d'Etat, des institutions d'Education Nationale; doit réexaminer les nominations du Front Nationaliste, la multiplication anormale des postes administratifs et les épurations de fonctionnaires et d'enseignants pendant son règne; et doit faire les réorganisations nécessaires pour rendre aux victimes leurs fonctions et leurs droits.

6. Les articles 141-142 du Code Pénal Turc ainsi que ses autres articles anti-démocratiques doivent être immédiatement annulés. Ils menacent d'une façon permanente la lutte économique, politique et idéologique de notre classe ouvrière et le développement du Parti Ouvrier de Turquie qui est la concrétisation au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau politique de cette lutte; ils menacent aussi l'opposition sociale démocratique, et la vie scientifique, philosophique, littéraire, artistique, la presse et l'information de notre pays. Dans ce cadre:

- La formation dénommée Parti Communiste de Turquie (TKP) doit pouvoir être légalement fondée en Turquie,

- Les conditions légales nécessaires pour que ceux qui sont obligés de rester à l'extérieur du pays pour des raisons politiques, puissent rentrer et exercer une activité politique doivent être réalisées,

- Ceux qui ont été frappés par des peines de prison pendant la période du 12 mars et ceux qui ont été condamnés par les tribunaux de Sécurité d'Etat doivent être réhabilités et retrouver leur liberté,

- Tous les articles restrictifs et prohibitifs du code des partis politiques qui ne seraient pas prévus par le contenu et la lettre de la Constitution doivent être annulés.

7. On doit mettre fin aux pratiques discriminatoires, oppressives, racistes et chauvines, aux provocations et aux menaces dans les régions de l'Est et du Sud-Est du pays, que les pouvoirs bourgeois exercent depuis toujours en vue de sauvegarder la domination et les intérêts de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens et cela, quoique l'article 2 de la Constitution définit la République Turque non pas comme un Etat Nationaliste mais comme un Etat National."

Dans la lettre de Mme Boran, leader du TIP, les demandes mentionnées ci-dessus ont été présentées comme les points principaux d'une plateforme à court terme. Mais le CHP a évité de faire une coopération concrète sur ces points. Ecevit prétendit que son parti est le défenseur d'une démocratie qui ne serait pas expliquée en détail.

(Le texte complet des Résolutions adoptées par le Premier Congrès du TIP seront publiées dans le prochain bulletin d'Info-Türk).

PRESSION INTENSIFIEE CONTRE LE MOUVEMENT SYNDICALISTE

ANKARA (ITA) - Durant l'année 1976, le gouvernement de Front Nationaliste a interdit 94 grèves de travailleurs sous prétexte qu'elles lésaient les intérêts du pays et mettaient en danger la sécurité nationale". Par contre, au cours de cette même année, un seul lock-out a été enrayé par le même gouvernement.

Par ailleurs, les dirigeants de la Confédération des Syndicats progressistes (DISK) et le syndicat des Travailleurs du Métal (Maden İş) sont jugés par la cour d'assises pour avoir incité les travailleurs à s'opposer au projet de loi visant à former des Tribunaux extraordinaires pour la Sécurité de l'Etat, tribunaux qui menaceraient les libertés et droits démocratiques.

(P-C-DG-ET-7/3)

LA RADIO-TELEVISION TURQUE TRANSFORMEE EN MACHINE DE PROPAGANDE DU FRONT DE DROITE

ANKARA (ITA) - En dépit de la Constitution qui exige une administration politiquement neutre pour la Corporation de diffusion radio-télévision turque (TRT), le gouvernement de Front Nationaliste insiste pour maintenir à la tête de ce mass-media appartenant à l'Etat, même durant la campagne électorale de 1977, une personne notoirement connue pour ses opinions fascistes.

En fait le Conseil d'administration général de la TRT a été, récemment en désaccord, au point de vue politique, avec presque tous les cercles démocratiques attaquant le directeur général Saban Karatas, nommé par le gouvernement de Front Nationaliste qui l'avait désigné sans prendre en considération les restrictions stipulées par la Constitution et la loi sur la TRT.

Près de 500 employés de la TRT ont fait appel au Procureur Public pour que Karatas soit renvoyé. Le Conseil d'Etat ne reconnaît pas Saban Karatas comme Directeur Général légal de la TRT. Récemment, une haute cour pénale refusa un document signé par Karatas en tant que Directeur Général de la TRT, déclarant qu'il n'était pas le directeur légal.

Devant les décisions des Hautes Cours et la pression tout à la fois publique et politique, on attendait du Conseil électoral de la TRT l'expulsion de Karatas durant la campagne électorale. Mais le Conseil électoral de la TRT, sous la présidence du général Nurettin Ersin, secrétaire général du Conseil de la Sécurité Nationale, partagea l'attitude du Gouvernement de Front Nationaliste et décida que Karatas resterait à son poste même pendant la campagne électorale.

Cette décision projette une ombre nouvelle sur l'honnêteté des prochaines élections générales.

(C-P-DG-ET-21/3)

RAIDS CONTRE LES JOURNAUX ET LES JOURNALISTES PAR LES "LOUPS GRIS"

ISTANBUL (ITA) - Depuis le début de l'année, des unités de commandos fascistes ont intensifié leurs attaques également contre les journaux progressistes et les journalistes.

Le 17 janvier 1977, le domicile de M. Hikmet Çetinkaya, représentant du journal progressiste et très influent, le "Cumhuriyet" subit le raid d'une unité de commando qui tira des salves pendant plusieurs minutes.

Le 25 février 1977, à Izmir, deux correspondants de l'agence de presse IHA, Kadir Kestaneci et Vahap Dabakan, furent battus par des unités de commandos fascistes.

Le 10 mars 1977, à Zonguldak, l'explosion d'une bombe détruisit le bureau et la presse à imprimer du journal "Uyanış".

Le 12 mars 1977, au cours des funérailles de deux étudiants assassinés, les commandos fascistes attaquèrent deux correspondants du journal "Cumhuriyet", Ali Alakuş et Umit Zehra Alemdaroglu et tentèrent de les kidnapper.

Le 13 mars 1977, Necati Aygün, correspondant du journal progressiste "Devrim" fut attaqué par des commandos fascistes à l'Université Atatürk d'Erzurum et blessés grièvement.

Le 19 mars 1977, un groupe de membres du Parti de la Justice (AP) fit un raid sur le bureau central du journal "Cumhuriyet" et attaqua M. Oktay Kurtböke, l'éditeur en chef.

Ces actes de violence contre la presse furent dénoncés avec véhémence par le Syndicat des Journalistes turcs, l'Association des Journalistes turcs et l'Union des Barreaux turcs. (C-P-DG-DN-ET-21/3)

UN PROFESSEUR JUGE ET MENACE DE 7ANS 6 MOIS D'EMPRISONNEMENT

ISTANBUL (ITA) - Le docteur Server Tanilli, professeur à la Faculté de Droit de l'Université d'Istanbul est jugé par le Seconde Court de Félonie Aggravé d'Istanbul et est menacé de 7ans six mois d'emprisonnement et 3 ans d'exil.

"L'histoire de la civilisation" écrite par le docteur Tanilli était utilisé comme manuel dans ses cours à l'Académie des Sciences Politiques, Şişli, d'Istanbul. Le li a été dénoncé par quelques personnes dont les noms sont encore gardés secrets. L'enq faite par l'Académie des Sciences Politiques conclut que le livre était entièrement scientifique.

Plus tard une seconde dénonciation fut faite par l'Organisation des "Loups Gris". Le procureur ouvrit un procès contre le docteur Tanilli accusé d'avoir propagé le co munisme dans son ouvrage et, demanda l'emprisonnement, conformément à l'article 142 du code pénal turc.

Au début, le cas fut envoyé devant la Cour extraordinaire de Sécurité de l'Etat. après l'abolition de cette cour par la Cour de la Constitution, le cas du docteur Ta fut repris par la Cour de Félonie Aggravée.

Le procès du docteur Tanilli fut contesté par les membres de toutes les universit de Turquie dans la déclaration commune suivante:

"C'est une tentative de poursuivre en justice les idées et la connaissance scienti fique. C'est une tentative renouvelée de réprimer la liberté académique, la libert scientifique et la liberté d'opinion. Cet événement est une violation des articles 2/ et 21 de la Constiution turque qui reconnaît une liberté scientifique complète. C'es aussi une violation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

"Nous, soussignés, croyons que c'est notre responsabilité commune de défendre la démocratie et la liberté. Même si nous ne partageons pas toutes les pensées et idées avancées dans le livre du docteur Tanilli, nous sommes cependant d'accord de mettre notre signature sous ce livre, considérant comme un devoir de défendre la liberté de l'académie et la liberté de la connaissance scientifique et de la pensée démocratique." (C-MU-DG-ET-20/3)

PRESSIONS SUR L'UNIVERSITE TECHNIQUE DU MOYEN-ORIENT

ANKARA (ITA) - Le gouvernement de Front Nationaliste a nommé récemment à la présidence de l'Université technique du Moyen-Orient (ODTÜ) le professeur Hasan Tan, connu pour ses opinions fascistes, après la démission forcée de son prédécesseur le professeur İlğaz Alyanak.

L'ODTÜ était jusqu'ici l'une des rares universités turques où l'on pouvait pour suivre des études tranquillement. Depuis le départ du professeur Alyanak, les étudiant ont organisé des mouvements de grève et de contestation contre le Président et le gouvernement. Ils affirment que Tan est un représentant de la droite qui risque de porter atteinte aux libertés académiques et politiques de l'université. D'autre part, les quatre vice-recteurs, les professeurs Mustafa Doruk, Burhanettin Özuran, Erol Tümer et Vuluğ Tekinkuran ont remis leur démission en soulignant l'impossibilité de travailler sereinement avec le nouveau Président. A la suite de ces incidents, l'ODTÜ a été fermée sur ordre du nouveau Président. (C-DN-DG-DP-17/3)

DES JURISTES BOYCOTTENT DES PROCES POUR PROTESTER CONTRE L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT

ANKARA (ITA) - Dans de nombreux tribunaux de Turquie, des avocats ont boycotté des procès le 4 mars 1977 pour protester contre le fait que le gouvernement n'a pas fait appliquer les sentences des cours suprêmes.

Les avocats affirment que pour des raisons d'ordre politiques, le gouvernement n'a pas fait appliquer plusieurs sentences des cours suprêmes relevant du Conseil de ministres. Commentant cette action, M. Orhan Apaydin, président du Barreau d'Istanbul a déclaré: "La non-application des sentences des cours suprêmes peut être lourde de conséquences à l'avenir. C'est pourquoi notre action de boycottage vise à défendre les droits de l'homme et les libertés sociales. Nous protestons contre la non-application par l'Exécutif des sentences de la Cour." (C-DG-DP-7/3)

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION LOCKHEED ACCUSE LE GOUVERNEMENT ET LE CHEF DE L'ARME

ANKARA (ITA) - M. Yılmaz Alparslan, président de la Commission parlementaire d'enquêtes s'occupant de l'affaire de corruption Lockheed, affirma que le Gouvernement, le chef de l'Etat Major, et le Bureau du procureur militaire enquêtant sur le cas Lockheed entravaient les recherches de la Commission, violant ainsi la constitution turque.

Alparslan affirma que Semih Sancar, chef de l'Etat Major dressait des obstacles devant la Commission et que le ministre de la Défense Ferit Melen et le Premier Ministre Süleyman Demirel désiraient "mettre l'affaire au frigo".

"Nous avons demandé au général Sancar les dossiers préparés par le procureur militaire, mais il refusa, affirmant qu'il n'avait nulle autorité pour donner des ordres à la magistrature militaire qui travaillait indépendamment. Cependant, dans une lettre qu'il nous avait adressée précédemment, il avait mentionné que des ordres avaient été donnés au procureur de lancer des enquêtes sur ceux qu'on aurait vus coupables dans l'achat des avions F 104", déclara Alparslan.

Alparslan soutint aussi que le procureur militaire avait commis une faute en n'enquêtant pas correctement sur ceux qui avaient négligé les offres de vente d'avions faites par d'autres firmes et à des conditions plus favorables que celles de Lockheed. (DN-DG-ET-18/3)

DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR DE TURQUIE ACCRU

ANKARA (ITA) - Selon les évaluations provisoires données par l'Institut de Statistique de l'Etat, le déficit du commerce extérieur de Turquie serait passé de 123 millions de dollars en janvier 1976 à 358 millions de dollars en janvier 1977.

Les exportations se montent à 180 millions de dollars FOB, en baisse de 13,8 pour cent depuis l'année passée. Les importations s'élèvent à 538 millions de dollars CIF, en hausse de 13,7 pour cent depuis décembre et de 26,5 pour cent depuis un an.

Le déficit total du commerce extérieur de Turquie en 1976 a été de 3,17 milliard de dollars.

D'autre part, le Gouvernement turc a dévalué de 6 pour cent la lire turque par rapport au dollar. La parité changea, de 16,50 LT par dollar à 17,50 LT par dollar. La lire perdit aussi en valeur par rapport à d'autres cours étrangers.

C'est la quatrième fois, depuis le mois de mars passé, que la Turquie a fait des réajustements du cours de la lire, amenant ainsi le dollar au niveau actuel, alors que, il y a un an, il valait 15,50 LT. (C-DN-DG-ET-18/3)

ABONNEZ-VOUS AU BULLETIN INFO-TURK

Pour chaque édition en turc, anglais et français
l'abonnement annuel: Belgique 100 FB, étranger 200 FB

Virement:

COODIFF s.c. - Compte: 001-0414791-95 - Bruxelles - Belgique